

Arrêté du [ ]

**relatif aux opérations ouvrant droit au bénéfice de la prime d'accompagnement de la réorganisation régionale de l'Etat et du complément à la mobilité du conjoint**

Le Premier ministre,  
la ministre l'écologie, du développement durable et de l'énergie,  
le ministre des finances et des comptes publics,  
la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes,  
la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,  
le ministre de l'intérieur,  
le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt,  
le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique,  
la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,  
la ministre de la décentralisation et de la fonction publique,  
la ministre de la culture et de la communication,  
le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu le code de la défense, notamment son article R.\* 1211-4 ;

Vu le décret n°46-1432 du 14 juin 1946 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 32 et 33 de la loi de finances du 27 avril 1946 relatifs à l'institut national de la statistique et des études économiques pour la métropole et la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n°2009-1540 du 10 décembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

Vu le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

Vu le décret n°2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu le décret n°2015-1120 du 4 septembre 2015 relatif aux mesures d'accompagnement indemnitaire des réorganisations de service liées à la nouvelle organisation territoriale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2015 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2015-1120 du 4 septembre 2015 relatif aux mesures d'accompagnement indemnitaire des réorganisations de service liées à la nouvelle organisation territoriale de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique [visa de chacun des CT ministériels ou CT de réseaux concernés]

**Arrêtent :**

**Article 1**

En application de l'article 1er du décret du 4 septembre 2015 susvisé, les agents mutés ou déplacés à la suite de la suppression ou du transfert de leur poste dans le cadre des opérations de réorganisation de service mentionnées dans la liste annexée au présent arrêté peuvent bénéficier de la prime d'accompagnement de la réorganisation régionale de l'Etat et du complément à la mobilité du conjoint, ainsi que des dispositions des articles 6 à 9 du même décret.

**Article 2**

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française

Fait le XX

**SIGNATURE DE CHAQUE MINISTRE**

## Annexe

<p>Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne et de Rhône-Alpes ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie et de Haute-Normandie ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne et de Franche-Comté ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.</li> </ul>
<p>Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fusion des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine ;</li> <li>- fusion des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes ;</li> <li>- fusion des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Auvergne et de Rhône-Alpes ;</li> <li>- fusion des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Basse-Normandie et de Haute-Normandie ;</li> <li>- fusion des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bourgogne et de Franche-Comté ;</li> <li>- fusion des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ;</li> <li>- fusion des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.</li> </ul>
<p>Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fusion des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine ;</li> <li>- fusion des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes ;</li> <li>- fusion des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne et de Rhône-Alpes ;</li> <li>- fusion des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Basse-Normandie et de Haute-Normandie ;</li> <li>- fusion des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Bourgogne et de Franche-Comté ;</li> <li>- fusion des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la</li> </ul>

	<p>cohésion sociale de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fusion des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.</li> </ul>
Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fusion des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Auvergne et de Rhône-Alpes ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Basse-Normandie et de Haute-Normandie ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bourgogne et de Franche-Comté ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.</li> </ul>
Directions régionales des affaires culturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fusion des directions régionales des affaires culturelles d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine ;</li> <li>- fusion des directions régionales des affaires culturelles d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes ;</li> <li>- fusion des directions régionales des affaires culturelles d'Auvergne et de Rhône-Alpes ;</li> <li>- fusion des directions régionales des affaires culturelles de Basse-Normandie et de Haute-Normandie ;</li> <li>- fusion des directions régionales des affaires culturelles de Bourgogne et de Franche-Comté ;</li> <li>- fusion des directions régionales des affaires culturelles de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ;</li> <li>- fusion des directions régionales des affaires culturelles de Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.</li> </ul>
Directions régionales des finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transfert des missions régionales des directions régionales des finances publiques de Champagne-Ardenne et de Lorraine vers la direction régionale des finances publiques d'Alsace ;</li> <li>- transfert des missions régionales des directions régionales des finances publiques du Limousin et de Poitou-Charentes vers la direction régionale des finances publiques d'Aquitaine ;</li> <li>- transfert des missions régionales de la direction régionale des finances publiques d'Auvergne vers la direction régionale des finances publiques de Rhône-Alpes ;</li> <li>- transfert des missions régionales de la direction régionale des finances publiques de Basse-Normandie vers la direction régionale des finances publiques de Haute-Normandie ;</li> <li>- transfert des missions régionales de la direction régionale des finances publiques de Franche-Comté vers la direction régionale des finances publiques de Bourgogne ;</li> <li>- transfert des missions régionales de la direction régionale des finances publiques de Languedoc-Roussillon vers la direction régionale des finances publiques de Midi-Pyrénées ;</li> <li>- transfert des missions régionales de la direction régionale des finances</li> </ul>

	<p>publiques de Picardie vers la direction régionale des finances publiques de Nord-Pas-de-Calais.</p>
<p>Directions régionales de l'institut national de la statistique et des études économiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fusion des directions régionales de l'institut national de la statistique et des études économiques d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'institut national de la statistique et des études économiques d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'institut national de la statistique et des études économiques d'Auvergne et de Rhône-Alpes ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'institut national de la statistique et des études économiques de Basse-Normandie et de Haute-Normandie ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'institut national de la statistique et des études économiques de Bourgogne et de Franche-Comté ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'institut national de la statistique et des études économiques de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ;</li> <li>- fusion des directions régionales de l'institut national de la statistique et des études économiques de Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.</li> </ul>
<p>Agences régionales de santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fusion des agences régionales de santé d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine ;</li> <li>- fusion des agences régionales de santé d'Aquitaine, du Limousin et de Poitou-Charentes ;</li> <li>- fusion des agences régionales de santé d'Auvergne et de Rhône-Alpes ;</li> <li>- fusion des agences régionales de santé de Basse-Normandie et de Haute-Normandie ;</li> <li>- fusion des agences régionales de santé de Bourgogne et de Franche-Comté ;</li> <li>- fusion des agences régionales de santé de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées ;</li> <li>- fusion des agences régionales de santé de Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.</li> </ul>
<p>Préfectures de département pour ce qui concerne les agents exerçant des missions régionales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine ;</li> <li>- Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes ;</li> <li>- Auvergne et Rhône-Alpes ;</li> <li>- Basse-Normandie et Haute-Normandie ;</li> <li>- Bourgogne et Franche-Comté ;</li> <li>- Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ;</li> <li>- Nord-Pas-de-Calais et Picardie.</li> </ul>
<p>Secrétariats généraux pour les affaires régionales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine ;</li> <li>- Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes ;</li> <li>- Auvergne et Rhône-Alpes ;</li> <li>- Basse-Normandie et Haute-Normandie ;</li> <li>- Bourgogne et Franche-Comté ;</li> <li>- Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ;</li> <li>- Nord-Pas-de-Calais et Picardie.</li> </ul>